



A Nouméa, le vendredi 26 janvier 2024

SOLIDARITE-NC
solidaritenc@yahoo.fr

A

L'état
Le Haut-commissaire
Les membres du gouvernement
Les conseillers du congrès de la NC
Les 3 métallurgistes, leurs actionnaires et leurs employés

Objet : propositions pour l'avenir de la filière nickel
Copie : intéressés, presses locales et internationales

Ce document a pour objectif de fournir des propositions concrètes, car aujourd'hui nous n'avons toujours aucune information ou idée de l'orientation qui pourrait être prise par la filière nickel si ce n'est que de vagues concepts.

Le 1^{er} préalable pour sauver la filière nickel en Nouvelle-Calédonie est d'avoir une vision pour l'avenir de celle-ci. En effet, s'il s'agit simplement de continuer à maintenir des entreprises-zombies, financièrement non-rentables et qui n'alimenteront que les comptes en banques de quelques-uns, sans pour autant avoir une vision pour l'avenir, peut-être mieux vaut-il tout arrêter.

Si la Nouvelle-Calédonie veut sauver la filière nickel et en tirer profit, cela passera par des industries performantes et rentables au risque de devenir un pays du tiers-monde qui exporte ses matières premières sans retour et qui iront enrichir d'autres au-delà du récif. Nous devons pas reproduire l'exemple de Nauru.

CONTEXTE GENERAL :

L'état a fait savoir qu'il ne voulait pas prendre de participation directe dans les usines, y compris via son Agence de Participations. Les pouvoirs publics, état en tête, ont déjà largement aidé ce secteur, peut-être plus qu'il n'en faut, et que cela ne peut continuer indéfiniment : on ne peut pas éternellement collectiviser les pertes mais privatiser les bénéfices.

Les cours du nickel sont fluctuants et le concurrent principal est l'Indonésie qui vise 70% de parts de marchés dans les années à venir.

Les opérateurs australiens ferment de nombreux sites et demandent eux aussi l'aide de leurs pouvoirs publics.

La fermeture totale des usines aura des conséquences systémiques sur la Nouvelle-Calédonie qui est déjà en situation d'étouffement économique : Chômage, caisses sociales de la Cafat, baisses des revenus fiscaux, consommation et investissement.

Le contexte général posé, des préalables doivent être posés afin de ne pas retomber dans les travers qui nous ont conduit à cette situation.

PREALABLE GENERAUX :

Tout d'abord, il faut mettre en place une enquête sur la corruption dans le secteur nickel, car certains s'enrichissent énormément au détriment de la Nouvelle-Calédonie.

Les usines doivent être reprises par des métallurgistes et non par des financiers.

Un nouvel audit de la SPMNC par la chambre territoriale des comptes (dans la continuité du 1^{er}) doit être mené pour s'assurer du bon usage des aides de l'État et de la soulte de Valé lors de son départ,

La réalisation d'un audit global doit être mené par un Bureau d'étude technique spécialisé dans l'hydrométallurgie tel que Drag Global ou par des métallurgistes renommés dans l'hydrométallurgie tel que Sumitomo ou Korea Zinc,

L'État et le gouvernement local doivent s'associer à la démarche australienne visant à créer un indice au LME pour valoriser le nickel « responsable » (respect des normes environnementales, respect des conditions et de la dignité humaine) car aujourd'hui le nickel calédonien est en concurrence avec le nickel indonésien ou russe qui ne sont pas soumis aux mêmes contraintes.

L'avenir de cette filière passe par une vision d'ensemble où les métallurgistes travailleront en collaboration. L'état ne doit pas encore mettre de l'argent pour que celui-ci soit gaspillé ou ne serve qu'à maintenir le statu quo. Cet argent doit être investi à bon escient au service d'une vision profitable aux calédoniens.

L'exploitation du nickel, doit profiter aux calédoniens d'aujourd'hui mais aussi de demain, car le nickel est une ressource non renouvelable. Ce que nous exploitons aujourd'hui, nous le prenons aux générations futures.

De même, il faut garder à l'esprit que le sauvetage des usines est une chance que de nombreuses entreprises n'ont pas. Réussir le sauvetage est donc une obligation économique, mais aussi morale.

Visitez notre site internet : www.solidaritenc.com et sur Facebook

Le Syndicalisme autrement.

Ainsi la réflexion doit être menée au cas par cas d'abord car chaque usine à son propre contexte, tout en dessinant une stratégie globale et cohérente.

Nous n'avons pas la prétention de détenir la solution miracle, la panacée, mais nous tentons, à notre niveau, d'apporter notre contribution.

PRONY RESOURCES

Contexte :

- L'état ne souhaite pas prendre de participation.
- PRNC souffre de la faible rentabilité de son produit intermédiaire (NHC), ainsi que de son accord commercial avec Trafigura. La clause d'achat à 15.000\$ la tonne empêche PRNC de profiter de l'élévations des cours.
- Les coûts des sous-traitants sont trop élevés (information annoncée par PRNC).
- L'absence de maîtrise est constatée sur le procédé employé.
- La saprolite est non traitable avec le procédé hydrométallurgique.

Nos propositions :

1. Court terme :

- Reprise par un hydrométallurgiste qui saura faire fonctionner l'usine à son plein potentiel.
- Reprendre le raffinage pour en sortir les produits finis à haute valeur ajoutée qui seront employés dans les batteries. Aujourd'hui le NHC est raffiné en dehors du territoire par les clients de PRNC !
- Vente de la saprolite en privilégiant les opérateurs locaux avant une exportation.

2. Moyen terme :

Les résidus secs, qui seront produits par Lucy, contiennent beaucoup de minerais, 50% de fer, du cobalt, du chrome, du cuivre, soufre etc. Ce qui permettrait une diversification des revenus. Aussi, le Canada vient de déclarer le fer comme minerais critique ! Pour 1M de tonnes de latérites traitées, il y aura + ou - 450.000 tonnes de fer, à 129€ la tonne actuellement, cela représente un chiffre d'affaires de 6,9Mds de francs !

3. Moyen-long terme :

Enfin les gisements de saprolite ne peuvent pas être exploités par PRNC. Cependant, il est envisageable d'y implanter une ligne de production en pyrométallurgie, afin d'exploiter les 2 millions de tonnes annuels réalisables. Cette ligne de production pourrait être faite par la SLN conjointement ou non avec KNS. L'important ici est de mutualiser les réflexions entre les (3) opérateurs locaux afin de maximiser la valorisation locale de leurs minerais.

SLN

Contexte :

Cette usine qui était autrefois un fleuron, a été laissée à l'abandon. En effet, Eramet ne prévoyait pas d'y investir de l'argent et les investisseurs financiers attendent qu'Eramet se désengage de la SLN. Ajoutons à cela les problèmes électriques qui sont amenés à se reproduire au fur et à mesure de l'avancement de la vétusté de l'usine.

Nos propositions :

1. Court terme :

- Rouvrir l'atelier matte fermé en 2016, et reprendre les études lancées en 2008 pour une usine 'verte', intégrée à la ville,
- Exportation TEMPORAIRE de minerais brut.

2. Court/moyen/long terme :

- Collaborer avec les 2 autres usines afin de mutualiser tout ce qui peut l'être : énergie, achat de consommable, minerais fatales complémentaires, marketing etc dans le cadre d'un nouveau modèle minier Calédonien, plus solidaire, plus juste et plus collectif

KNS

Contexte :

Les problèmes semblent venir de la conception même de l'usine (pannes et incidents récurrents), et peut-être de maîtrise du procédé, empêchant actuellement l'usine de produire à sa pleine capacité (65.000t/an).

Nos propositions :

1. Court terme :

- Si Glencore ne souhaite pas continuer son activité en Nouvelle Calédonie, le sauvetage passera obligatoirement par un repreneur qui maîtrise le procédé et qui sera en mesure de fiabiliser les lignes de production.
- Valorisation de minerais non exploitable par le procédé KNS en privilégiant les opérateurs locaux avant une exportation

2. Court/moyen/long terme :

KNS dispose de minerais qui n'est pas exploitable dans son usine actuelle, mais qui pourrait faire l'objet d'une mutualisation avec les 2 autres opérateurs locaux.

PRNC-SLN-KNS

Court terme :

Enfin on peut étudier la création d'une raffinerie équivalente à Sandouville (fermeture programmée) qui traiterait localement les mattes de nickel de KNS et de la SLN. Si PRNC ouvrait sa raffinerie, cela permettrait à la Calédonie de bénéficier de 100% du LME pour les 3 usines, idéalement avec une marque NC au LME.

CONCLUSION

Cette vision d'ensemble « idéale » a pour mérite, de donner un cap pour les décennies à venir, de maintenir l'industrialisation du territoire, de mutualiser les moyens de production entre les opérateurs, préserver une majorité d'emplois, offrir des perspectives d'emplois pour l'avenir et d'allonger les durées de vie des sites miniers.

Bien entendu, toutes ces propositions peuvent être améliorées et ne se feront pas d'un coup de baguette magique. Nous ne sommes pas naïfs. Cependant elle aura le mérite de proposer une vision concrète qui aurait dû et pu être mise en œuvre des années en arrière.

Nous souhaitons d'ailleurs vous les présenter à chacun d'entre vous, ainsi qu'à la mission d'experts qui doit revenir prochainement.

Il est temps que le nickel soit exploité dans l'objectif de générer des revenus pour le territoire et offrir des perspectives à la population.

Il est temps pour un nouveau modèle minier Calédonien d'émerger : le nickel au service des calédoniens !